



**DISCOURS
DE
SON EXCELLENCE
MONSIEUR ALI BONGO ONDIMBA
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE,
CHEF DE L'ÉTAT**

**DÉBAT GÉNÉRAL
DE LA 72EME SESSION ORDINAIRE DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES**

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

New York, le 21 Septembre 2017

Vérier à l'audition

**Monsieur le Président,
Majestés,
Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs
d'Etat et de Gouvernement,
Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres
et Chefs de délégations,
Excellences Mesdames et Messieurs**

Monsieur le Président,

Tout d'abord, permettez-moi de vous féliciter chaleureusement pour votre brillante élection à la tête de la 72^{ème} session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies. D'ores et déjà, je tiens à vous assurer du soutien du Gabon dans l'exercice du mandat qui vous a été confié.

Je tiens également à saluer le travail appréciable de votre prédécesseur, l'Ambassadeur **Peter Thomson**.

C'est enfin un privilège pour moi que d'adresser mes chaleureuses félicitations au nouveau Secrétaire Général, **Monsieur Antonio GUTERRES**. Je reste persuadé que sa riche et longue expérience est un atout appréciable pour la conduite de notre organisation. Et je me réjouis de l'accent particulier qu'il a mis sur la prévention des conflits lors de son discours inaugural.

Monsieur le Président,

Le thème du débat général de la présente session, **«Priorité à l'Etre humain : paix et vie décente pour tous sur une Planète préservée»** est au cœur même de nos priorités.

Ce thème rappelle à chacun d'entre nous, la place que l'Homme doit occuper dans nos actions respectives et l'obligation qui nous incombe de concilier le développement, la paix durable à la préservation de l'environnement pour les générations actuelles et à venir.

Il nous revient donc à tous d'agir afin de façonner une humanité où, pour chaque personne, la vie décente sera une évidence.

A propos de la paix, il s'agit, avec la sécurité, de préalables nécessaires au développement de l'Afrique et de mon pays, le Gabon.

A cet égard, l'Afrique continuant à concentrer l'essentiel du travail du Conseil de Sécurité, mon pays réitère ici son adhésion à la position africaine en faveur d'une présence permanente de l'Afrique au Conseil.

Monsieur le Président,

Autant la paix internationale est essentielle, autant la paix et la sécurité intérieures constituent les ingrédients de base du développement et de la participation de tous au débat démocratique.

Pays marqué du sceau de la Paix, le Gabon tient à demeurer ce havre de fraternité et de solidarité qu'il a toujours été. Voilà pourquoi, j'ai convoqué, au début de cette année un **Dialogue politique** auquel j'ai invité toutes les forces vives de la Nation.

Tous ceux qui y ont pris part ont pu débattre, sans tabou, de tous les sujets et des réformes souhaitables pour notre pays et sont parvenus à des compromis, certes difficiles, mais dynamiques et nécessaires sur les modes de scrutins, l'organisation électorale ou l'organisation des pouvoirs.

Du reste, la mise en œuvre des conclusions du Dialogue politique a déjà débuté par la composition récente d'un nouveau Gouvernement qui intègre des représentants de l'opposition et de la société civile.

Monsieur le Président,

Avec l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des Objectifs du Développement Durable (ODD), notre Organisation poursuit ses efforts de mobilisation de la communauté internationale pour offrir à l'humanité une vie décente dans une planète préservée.

Mais, au-delà des proclamations, l'heure est venue de donner à Notre Organisation les moyens de son action à travers des financements prévisibles et pérennes, pour la mise en œuvre des ODD.

S'agissant de mon pays, le Gabon, le nouveau Gouvernement a pour cadre d'action la vision d'un Gabon émergent à l'horizon 2025 qui s'inscrit dans la problématique du développement durable et la diversification de l'économie nationale.

Cette orientation, qui vise à réduire la dépendance envers les industries extractives et la volatilité des cours des matières premières se matérialise déjà, à travers un tissu industriel créant emplois et richesse la zone économique à régime privilégié de Nkok.

Monsieur le Président,

La crise qui frappe la planète n'épargne pas le Gabon. Elle s'y traduit par un ralentissement de l'activité économique ayant un impact négatif sur l'emploi, et notamment celui des jeunes.

Pour y faire face, le Gouvernement a adopté un **Programme de Relance Economique (PRE)** devant impulser une dynamique économique nouvelle sur la base de mesures d'ajustement budgétaire, de développement des infrastructures et de promotion du secteur privé en tant que leviers de la diversification et de la transformation de l'économie.

Malgré tout, mon Gouvernement s'efforce d'offrir aux Gabonais des conditions de vie meilleure, par diverses mesures, allant de la réduction des prix des denrées de première nécessité à la construction d'hôpitaux universitaires de troisième génération.

Dans le même ordre d'idées, j'ai initié un programme pour l'Egalité des Chances qui doit permettre à tous les Gabonais de partir avec les mêmes moyens sur le chemin de l'accomplissement personnel et collectif. De même que j'ai inscrit l'autonomisation de la femme dans l'agenda gouvernemental.

Monsieur le Président,

L'avenir de notre planète dépendra, pour beaucoup, de notre détermination à honorer **les engagements souscrits au titre de l'Accord de Paris**, lors de la COP 21, à Paris.

Nous n'avons pas le droit de décevoir les espoirs placés par nos peuples lors de ce moment historique car les défis posés par le réchauffement climatique ne sont pas qu'écologiques. Ils sont aussi politiques, sécuritaires et économiques.

Pour sa part, le Gabon ne déviara pas de sa trajectoire.

Nos politiques publiques continueront à s'inscrire dans la logique d'une gestion responsable et durable de nos ressources.

C'est dans cet esprit que mon pays vient de créer **20 aires marines protégées** qui s'ajoutent aux 13 parcs nationaux terrestres.

Par ailleurs, j'ai instruit le Gouvernement de renforcer la politique de reboisement pour la pérennisation de nos forêts.

Monsieur le Président,

Au regard de l'engagement permanent de mon pays pour ces questions majeures, j'ai accepté d'assumer la **Coordination du Comité des Chefs d'Etat et de Gouvernement africains sur les changements climatiques (CAHOSCC)**, avec la charge pendant deux ans, à la suite de mon Frère égyptien, **le président AL-SISSI**, de porter la voix de l'Afrique dans toutes les négociations en matière de changement climatique.

Sur le plan sous-régional, mes Pairs m'ont aussi confié la **Présidence en exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC)**, avec la mission de conduire un processus de réforme institutionnelle de cet outil important de l'intégration régionale.

A cet égard, notre détermination à asseoir une intégration économique dynamique dans notre sous-région est d'autant plus grande que nous avons cerné la nécessité d'un Co-développement pour faire face aux aléas du marché international.

Monsieur le Président,

Notre Organisation, à travers son Bureau de Libreville, appui l'Afrique centrale pour faire face aux défis de la paix et la sécurité dans son espace géographique.

C'est ainsi que les pays membres de la CEEAC ont confirmé leur détermination ferme à combattre l'hydre terroriste sous toutes ses formes et quelles qu'en soient les motivations.

A cet effet, la stratégie antiterroriste sous-régionale de l'Afrique centrale, récemment confirmé à Yaoundé, et qui s'arrime à celle de l'Union Africaine, traduit notre engagement à venir à bout de ce mal.

C'est donc le lieu de saluer l'organisation imminente d'un sommet conjoint CEEAC/CEDEAO sur cette question que j'ai toujours appelé de tous mes vœux, et dont le Conseil de sécurité s'est également fait écho dans sa résolution 2349 (2017).

Comme je salue, par ailleurs, l'initiative prise par les pays du G5 Sahel de mettre sur pied une force sous régionale pour lutter efficacement contre le terrorisme et toutes les autres menaces à la paix et à la sécurité.

Monsieur le Président,

Il s'agit d'un combat multiforme et de longue haleine qui nécessite, coopération entre Etats et solidarité aux victimes de la barbarie.

La réponse militaire ne saurait être exclusive.
C'est pourquoi j'en appelle à l'application des dispositions pertinentes de la Résolution 2199 (2015) du Conseil de sécurité afin de réduire les sources de financement de ces réseaux criminels.

Outre le terrorisme, une grave menace pèse sur de nombreux pays dont le mien : **le braconnage.**

A ce sujet, **mon pays est coauteur d'une importante résolution** visant la mise en commun de nos efforts, en vue d'endiguer ce phénomène qui décime la faune et la flore et entretient la déstabilisation dans certaines régions notamment en Afrique.

La mise en œuvre rapide des recommandations formulées dans le cadre de cette résolution, me paraît indispensable et devra nous conduire à rechercher le juste équilibre entre la protection de la nature et la survie des populations locales, principales victimes du braconnage.

Monsieur le Président,

Parmi les situations préoccupantes en Afrique, celle en **République Centrafricaine** requiert notre attention soutenue.

Le Gabon maintient pour sa part une présence dans ce pays frère, au sein de la MINUSCA.

J'invite les différents partenaires à soutenir le plan d'action élaboré par la CEEAC et la CEMAC ainsi que le programme de démobilisation de désarmement et de réinsertion (DDR).

De même, il est souhaitable de lever l'embargo sur les armes, exclusivement pour le gouvernement légal et légitime de la RCA, afin de lui permettre de rétablir la sécurité et son autorité sur l'ensemble du territoire national.

Monsieur le Président,

La résilience et la défiance affichées par les forces négatives qui sévissent en RDC, en RCA et dans d'autres parties de la sous-région de l'Afrique centrale puisent leur force dans **l'exploitation illicite des ressources naturelles** du sol, de la flore et de la faune.

Les mesures internationales prises contre le commerce illicite desdites ressources doivent être appliquées, si l'on veut lutter contre les groupes armés qui perpétuent ces activités criminelles.

Agir en faveur de la paix passe aussi par **l'élimination des armes de destruction massive** en appliquant les instruments internationaux pertinents.

Monsieur le Président,

Certaines parties du **Moyen Orient** sont le théâtre des graves menaces à la paix et à la sécurité internationales, causées par des nébuleuses terroristes.

Il s'agit notamment du prétendu Etat Islamique, qui accentue l'instabilité en Syrie et en Irak.

La question Palestinienne, quant à elle, demeure une épine au pied de la communauté internationale.

A mon sens, la reprise des pourparlers directs entre les deux parties reste la voie incontournable pour parvenir à une solution. Je ne peux donc qu'apprécier à

leur juste valeur les efforts des Etats-Unis et de la France pour tenter de relancer le processus de paix.

De même, au regard des récents événements dans la **Péninsule Coréenne**, le Gabon, qui demeure fermement attaché à la paix et à la stabilité dans cette partie du monde, appelle au respect stricte des résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité.

Enfin, et à propos de solidarité internationale et de justice, il ne serait que justice que soit levé l'embargo qui frappe Cuba depuis plusieurs décennies.

Monsieur le Président,

Notre Organisation souffle aujourd'hui sa 72^{ème} bougie. Sa vocation universelle s'est solidement affirmée.

Je ne doute pas que notre Organisation, en s'appuyant sur notre détermination collective, pourra venir à bout des défis multiformes actuels à la paix et la sécurité dans le monde.

C'est pourquoi, donner la **«Priorité à l'Etre humain par la paix et la vie décente pour tous sur une Planète préservée»** n'est plus une ambition mais un impératif collectif !

Je vous remercie.